

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 12/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIBELCO FRANCE - Merles Sud**

2 rue de Foljuif  
77140 Saint-Pierre-lès-Nemours

Références : 20240605-RAP-DACA0519  
Code AIOT : 0010300246

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement SIBELCO FRANCE - Merles Sud implanté Hostun - Tempart - Les Merles Beauregard Baret - Les côtes du village 26730 Hostun. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIBELCO FRANCE - Merles Sud
- Hostun - Tempart - Les Merles Beauregard Baret - Les côtes du village 26730 Hostun
- Code AIOT : 0010300246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIBELCO est autorisée à exploiter deux carrières de sables siliceux et kaoliniques sur le territoire d'Hostun et de Beauregard-Baret. Par arrêté préfectoral du 8 avril 2008, la société est autorisée à exploiter une carrière aux lieux-dits "Tempart et Les Merles" sur le territoire de la commune de Beauregard-Baret, pour une superficie totale de 242 788 m<sup>2</sup> et d'une durée de 22 ans. Cette carrière est appelée "Les Merles Sud".

### Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection précédente
- Situation administrative
- Suivi de l'exploitation
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 2	Demande d'action corrective	12 mois
13	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 10.4.1	Demande d'action corrective	6 mois
16	Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 1	Sans objet
2	Lutte contre les espèces d'Ambroisie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3	Sans objet
3	Installation de distribution de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.12	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 10.5	Sans objet
5	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 12	Sans objet
6	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 1	Sans objet
7	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 2	Sans objet
9	Accès	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 5	Sans objet
10	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.5	Sans objet
11	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.8	Sans objet
12	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 8.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 14.1	Sans objet
15	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 14.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées concernent :

- l'absence de suivi de la population d'Ophrys de la Drôme qui est une mesure mise en place de le cadre de l'autorisation de destruction de plantes protégées. L'entreprise a cependant une convention avec le conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes. Il s'agit de bien intégrer cette mesure dans la nouvelle convention et de s'assurer de la fourniture du rapport par le CEN.
- l'absence de procédure permettant d'évaluer le risque de débouillage karstique. Cela représente cependant un enjeu moins fort que sur la carrière nord qui fait bien l'objet d'une procédure de surveillance. La procédure est ainsi à adapter à l'enjeu.
- le non respect de la fréquence de mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données générales de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques autorisées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Stockage de liquides inflammables – Cuve enterrée à double paroi de 25 m<sup>3</sup> de fioul, capacité équivalente : 1 m<sup>3</sup> – 4331 – NC</p> <p>Installation de distribution de liquides inflammables – Débit installé : 7,8 m<sup>3</sup>/h – Débit équivalent : 1,56 m<sup>3</sup>/h</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 :</p> <p>Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il conviendrait de mettre à jour le classement de vos activités actuellement connues sous les rubriques 1432-2 et 1434-1 (stockage de liquide inflammables et Installation de distribution de liquides inflammables).</p> <p>Constat de l'inspection du 21 mai 2024 :</p> <p>Les deux courriers de l'exploitant en date du 10 février 2015 indiquent :</p> <p>- le stockage de GNR est désormais régi par la rubrique 4734. Un cuve de stockage de gazole non routier en double enveloppe est présente sur le site. La quantité totale susceptible d'être présente sur site est de 22 tonnes inférieure au seuil de déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4734.1.</p>

- une station service distribuant du gazole non routier est présente sur site. Le volume annuel distribué est inférieur à 500 m <sup>3</sup> . Il est donc inférieur au seuil de déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1435.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Lutte contre les espèces d'Ambroisie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations de prévention et de destruction
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'obligation de lutte et de non dissémination, est applicable sur toutes surfaces sans exception y compris les domaines publics de l'État, des collectivités territoriales et des autres établissements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les cours d'eau, les terrains d'entreprises (agriculture, carrière,...) et les propriétés des particuliers (personnes morales ou physiques).
<b>Constats :</b>  Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 : Lors de la visite de la la carrière, la présence d'ambroisie a été constatée. Il conviendra de mettre en application l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 relatif aux obligations de prévention et de destruction de l'ambroisie.  Constat de l'inspection du 21 mai 2024 : Une entreprise est en charge de l'entretien des espaces verts et également de la fauche des plants d'ambroisie avant la période de floraison. Il est rappelé à l'exploitant l'importance de la lutte contre la prolifération d'ambroisie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Installation de distribution de liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Implantation des appareils de distribution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.  Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 :</p> <p>Suite à la mise à jour de la situation administrative, votre installation relèverait de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées, en remplacement de la rubrique 1434. (voir le premier constat)</p> <p>Si votre installation (station service) est soumise au régime déclaratif de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées, j'attire votre attention sur l'article 2.12 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables à cette rubrique.</p> <p>Il conviendra donc d'effectuer les travaux si nécessaire.</p> <p>Constat de l'inspection du 21 mai 2024 :</p> <p>La station service n'est pas classée au titre de la rubrique 1435 car se situant en dessous des seuils. La station service présente sur la carrière n'est plus utilisée. Il conviendra d'inertiser la cuve de carburant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Pollution des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 10.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un bilan annuel des mesures ou analyses effectuées en application des prescriptions prévues aux points 10.3 et 10.4 du présent arrêté, sera adressé à la DRIRE, au service chargé de la police de l'eau et aux maires d'HOSTUN et de BEAUREGARD-BARET.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 :</p> <p>Le dernier bilan transmis date de 2011.</p> <p>Constat de l'inspection du 21 mai 2024 :</p> <p>L'absence de surverse au niveau du bassin rend impossible une mesure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Incendie et explosion

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>

**Constats :**

Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 :

Un des deux extincteurs présents sur l'installation de distribution de liquides inflammables était percuté et n'avait pas fait l'objet d'une vérification annuelle. Celui-ci doit être remplacé.

Constat de l'inspection du 21 mai 2024 :

Les 114 extincteurs de l'ensemble du site ont été contrôlés par ARDROM Sécurité le 14/12/2021, le 12/10/2022 et le 28/11/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Données générales de l'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques autorisées

**Prescription contrôlée :**

[...]

Désignations des installations	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière de sables siliceux et kaoliniques, et matériaux dérivés	255 000 tonnes de sables siliceux et kaoliniques et 50 000 tonnes de matériaux dérivés	2510.1	Autorisation

[...]

**Constats :**

Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP sont les suivantes :

2020 : kaolin : 3 100 t / sable siliceux : 24 700 t

2021 : kaolin : 9 000 t / sable siliceux : 71 000 t

2022 : kaolin : 5 000 t / sable siliceux : 42 000 t

2023 : kaolin : 5 000 t / sable siliceux : 37 000 t

Les tonnages indiqués dans l'autorisation sont respectés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Caractéristiques de l'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Profondeur maximale d'extraction

**Prescription contrôlée :**

[...]

La cote (NGF) limite en profondeur est de 380 mètres NGF.

[...]
<b>Constats :</b>  Le plan topographique en date du 14/02/2024 indique une cote minimale de 406,16 m NGF conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Caractéristiques de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de l'Ophrys de la Drôme
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un rapport de suivi de la population de l'Ophrys de la Drôme, sur les parcelles mises à disposition par la société SIKA, sera établi annuellement et transmis à la DIREN et à la DRIRE.
<b>Constats :</b>  Il existe une convention avec le conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes. Il n'y a plus eu de rapport de suivi de la population de l'Ophrys de la Drôme depuis l'année 2020. Un rapport annuel est bien fourni par le CEN mais celui-ci traite des actions réalisées sur la zone concernée par la convention. Une nouvelle convention va être signée avec le CEN pour la période 2026-2030. La fourniture du rapport de suivi de la population de l'Ophrys de la Drôme y sera mentionnée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La nouvelle convention devra inclure l'obligation de fourniture annuelle du rapport de suivi de la population de l'Ophrys de la Drôme. Un rapport pour l'année 2025 devra également être demandé au conservatoire des espaces naturels.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 9 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôtures et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès à l'ensemble du site se fait par un portail unique automatisé et fermé en dehors des horaires d'ouverture. Les clôtures visibles pendant l'inspection sont en bon état et disposent de pancartes indiquant le danger.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Dispositions particulières d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Abattage à l'explosif</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tirs de mines auront lieu les jours ouvrables. Le plan de tir sera à disposition de la DRIRE. Les tirs de mine respecteront les prescriptions de l'article 14.2 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a plus de tirs de mines sur la carrière depuis plusieurs années (à minima 2018).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Dispositions particulières d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres et plans</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation présenté est daté du 31/12/2023. Il fait bien apparaître toutes les informations mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (délais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être péalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux seront bennés sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. La terre végétale sera traitée à part pour la reconstitution du sol. Les remblaiements en eau devront être réalisés uniquement avec des matériaux d'origine naturelle, les matériaux de démolition sont interdits.
<b>Constats :</b>  Le site n'accepte pas de matériaux inertes provenant de l'extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 10.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque de débouillage karstique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin d'évaluer le risque de débouillage karstique, une surveillance piézométrique sera effectuée dans les calcaires au droit de la carrière. Des mesures de protection adaptées seront prises, le cas échéant, en fonction des résultats.
<b>Constats :</b>  Il existe un piézomètre dans les calcaires mais le suivi n'est pas régulier. Il n'y a pas de procédure de surveillance mise en place.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure de suivi et d'alerte adaptée aux enjeux.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 14 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 14.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation.

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés (période de jour)	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 et les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Les travaux sont interdits pendants ces périodes.
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Constats :

La dernière campagne de mesures de bruit date de décembre 2018. Elle a été réalisée par le cabinet Ludovic Lukowski et les résultats étaient conformes, en limite et en émergence. Une nouvelle campagne de mesures de bruit est prévue cette année.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 15 : Bruits et vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 14.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction. [...]
<b>Constats :</b>  Il n'y a plus de tirs de mines sur la carrière depuis plusieurs années (à minima 2018).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b>  Le plan de gestion des déchets d'extraction date de 2018.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan de gestion des déchets d'extraction datant de plus de cinq ans, il est à mettre à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois